

Causes toujours

Groupe Socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel asbl

Déc.2008 - Janv.Fév.2009 ★ Trimestriel n°12

Belgique - Belgique
P.P.
1099 BRUXELLES X
BC10823
P605057



éditorial	2
grandes campagnes	
<i>Les Sans-papiers dans les Médias</i>	2 - 4
<i>Parapub</i>	4 - 6
production	7
regards sur le média / projections	8

La dictature des chiffres

Actuellement la presse est remplie de chiffres, d'actions, de taux, de dividendes. Nous parlons pouvoir d'achat, salaires, primes. Nous débattons budget, Bourses, Banques Centrales. Nous nous glissons dans la peau d'actionnaires, d'épargnants, de salariés. Pourtant, plus que jamais, notre valeur ajoutée est notre capacité à agir différemment les uns des autres. Ce sont nos compétences, nos personnalités qui guident nos pas jour après jour. Derrière un nombre de travailleurs, il y a le même nombre d'individus. Et ces individus sont avant tout des parents, des enfants, des amis. Pourquoi ces chiffres dictent-ils alors notre conduite ? Parce qu'ils fixent et rendent palpables nos priorités.

La notion de pouvoir d'achat n'englobe pas que la possibilité de consommation, mais aussi la possibilité de se choisir une vie avec des priorités que chaque individu s'est fixé. Etablir un budget, c'est accorder de l'importance à tel projet, c'est risquer de se perdre dans tel autre. Parler d'austérité n'est pas seulement une manière de réduire les coûts, c'est aussi prévoir un avenir, investir des efforts et non plus des moyens, pour que cet avenir puisse voir le jour.

Cette dictature des chiffres ne peut pas être une fin en soi. Elle n'est qu'un moyen parmi d'autres.

En tant que directeur du GSARA, j'ai pu largement observer que, derrière chaque salaire, se dressaient des personnes, porteuses de valeurs, avec des espoirs et des objectifs différents. Chaque projet s'est construit non pas sur des budgets, mais sur la volonté respective de chacune de ces personnes à le mettre en place, à le faire avancer et à le voir aboutir.

Si les chiffres sont une manière de déposer sur le papier nos priorités, gardons en tête qu'ils ne sont que le reflet de la réalité, et non pas la réalité elle-même.

Jean-Pierre TILMAN

Directeur

Grande Campagne *Les Sans-Papiers dans les Médias*

à QUAND les vrais chiffres sur l'immigration ?

Les chiffres peuvent dire une chose et son contraire, tout dépend de la personne qui les fait parler. Dans le cadre de l'outil pédagogique que nous élaborons sur les représentations audiovisuelles des migrants illégaux (lire *Causes* Toujours n°11 - septembre), il nous a semblé important de revenir sur certaines statistiques migratoires. Un sujet abordé dans "Quittez le territoire!", un des trois reportages réalisés par Daniel Nokin, et dans lequel Souhail Chichah, assistant en Economie Politique et chercheur en économie de la discrimination (ULB), apparaît. Il y déclare que loin d'accueillir toute la misère du monde, l'Europe l'exploite. Nous sommes tout naturellement retournés vers lui afin qu'il précise ses déclarations et commente quelques données quantitatives qui font, bien trop souvent, défaut dans ce débat.

L'Espagne, sous la houlette des socialistes, a régularisé plus d'un demi-million de sans-papiers en 2005. Cette régularisation a été très sévèrement critiquée par nombre de Ministres de l'Intérieur de l'UE, tous invoquant l'antienne désormais d'usage dans tout débat sur la régularisation des sans-papiers : "On ne peut accueillir toute la misère du monde".

Paradoxalement, alors que la littérature scientifique conclut, d'une manière générale, à une incidence positive des immigrés sur la croissance économique, ces derniers n'en demeurent pas moins représentés, au mieux comme un problème, au pire comme une menace.

Une étude récente dirigée par la voix la plus autorisée du gouvernement Zapatero, l'économiste M. Sébastien, père du programme économique du parti socialiste espagnol et conseiller spécial du Premier Ministre, démystifie les préjugés habituellement avancés par les opposants à la régularisation des clandestins. En effet, les conclusions de cette étude sont on ne peut plus tranchées, bien qu'à **contrepied du discours dominant : l'insolente croissance espagnole (4% pour 2006) est due pour près de la moitié aux immigrés !**

Ces derniers ont également contribué à la résorption du déficit public espagnol à hauteur de presque 5 milliards € en 2005. **Tout en étant rémunérés 30% de moins que les nationaux à qualifications égales, les immigrés ont participé de manière significative à l'élévation du revenu national par habitant.** Ils ont également induit près de la moitié des emplois créés depuis 2001, sans préjudice aucun porté aux nationaux en terme d'accès au marché du travail. De plus, la ségrégation des immigrées dans le travail domestique a permis à 1,5 million d'Espagnoles d'intégrer le marché du travail.

Confirmant ces résultats, une grande banque espagnole (Caixa) met en évidence que la moitié de la hausse de la consommation des ménages provient de la population étrangère tout en concluant que "le niveau de vie aurait chuté de 0,6% au lieu de croître de 2,6% si les immigrants n'avaient pas apporté de sang neuf entre 1995 et 2005".

Bien évidemment, comparaison n'est pas raison, et l'Espagne n'est pas la Belgique. Si la proportion des étrangers dans la population totale tourne autour de 8% quelque soit le royaume considéré, deux caractéristiques majeures distinguent leur situation migratoire.

D'une part, les personnes d'origine extra-européenne, principalement sud-américaine, constituent une part importante des étrangers résidant en Espagne tandis que l'immigration en Belgique est essentiellement européenne, les Non-Européens ne comptant que pour environ un quart de la population étrangère, soit quelques 2% seulement de la population active belge.

D'autre part, l'immigration en Espagne est un phénomène récent, le nombre d'étrangers y a quintuplé depuis 1999, tandis que la



Belgique est un pays de vieille immigration, le nombre d'étrangers y stagne depuis près de 25 ans, voire y est en légère décroissance. De plus, la majorité des personnes d'origine extra-européenne vivant dans notre pays est de nationalité belge et ne saurait dès lors ressortir, de manière spécifique, de la politique migratoire.

Toutefois, aucune de ces caractéristiques propres à la Belgique ne plaide, bien au contraire, en défaveur d'une régularisation des sans-papiers. Il en est de même d'un point de vue économique.

A titre d'exemple, le très libéral service d'étude de la banque ING conclut que "l'immigration est indéniablement positive pour l'économie" tout en calculant un surplus d'immigration (ce que la population belge gagne du fait des nouveaux arrivants) d'une centaine d'euros par nouvel immigrant, suivant une méthodologie certes discutable mais peu suspecte de complaisance envers ces nouveaux arrivants. De fait, de nombreux indices (niveau de qualification élevé, discrimination salariale, ségrégation dans certaines activités,...) suggèrent que ce surplus est largement sous-estimé.

Si peu d'études en Belgique se penchent sur la question du gain économique que procure l'immigration, souvent à son corps défendant, la signature du caractère idéologique du débat sur la régularisation se révèle par l'absence d'estimation digne de foi des étrangers en situation irrégulière ainsi que, de manière générale, par la piètre qualité des statistiques qui filtrent de l'Office des Etrangers. Ainsi, si l'on sait que la régularisation de 1999 a permis l'examen de 40.118 dossiers, "aucun chiffre n'est disponible sur le nombre de personnes" dixit le Ministre de l'Intérieur.

De source académique, on estime que la loi du 22 décembre 1999 a permis la régularisation de moins de 40.000 personnes. Deux fois moins que le nombre de Belges qui ont émigré entre 1999 et 2002. Bien loin, toute proportion gardée, des 600.000 personnes régularisées en Espagne.

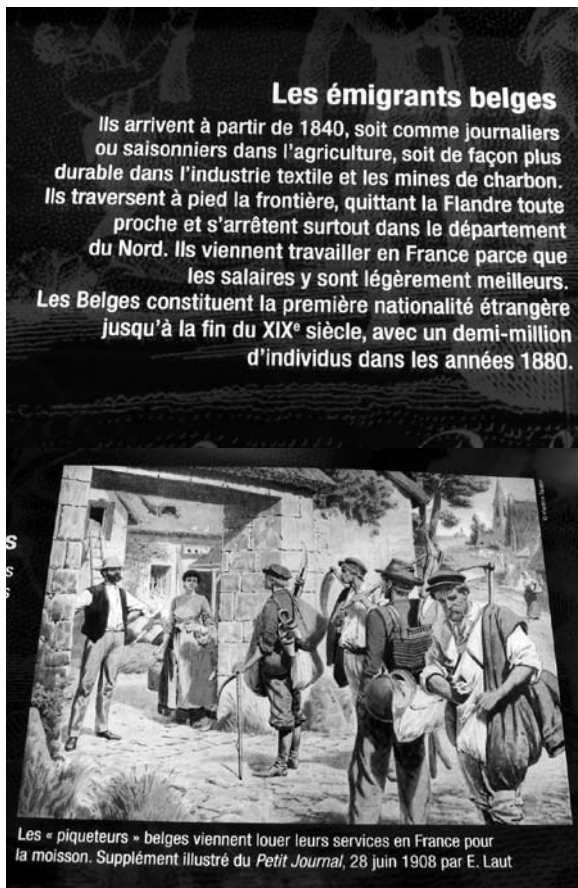


Photo d'une table lumineuse interactive, Musée national de l'Histoire et des Cultures de l'immigration, CNHI (Paris) - septembre 2008

Le refus de la régularisation ne signifie pas pour autant que la Belgique ne voit pas l'intérêt de l'exploitation économique des nouveaux arrivants. En effet, plus de 90% des déboutés du droit d'asile ne sont pas expulsés et sont jetés en pâture au marché du travail clandestin.

Il en est de même pour les centres fermés présentés comme "la clé de voûte" de la politique migratoire belge. D'une capacité de détention de moins de 600 personnes, ces centres ne peuvent que jouer un rôle mineur étant donné la population totale de sans-papiers, dont le nombre d'ordres de quitter le territoire (OQT) délivrés, un peu plus de 41.000 en moyenne par an entre 2000 et 2005, permet d'avoir une grossière approximation par extrapolation. Par ailleurs, une partie importante des détenus dans les centres fermés est relâchée (près de 55% pour Vottem en 2003), la plupart du temps avec un OQT endéans les 5 jours, la plongeant de fait dans la clandestinité.

En moyenne entre 2000 et 2005, un peu plus du tiers des quelques 8.000 personnes/an qui ont été détenues en centres fermés a été libéré ou livré à la clandestinité. Seuls 40% environ de l'ensemble de ces détenus ont été rapatriés, contraints ou "volontairement". Le solde, refoulé ou reconduit à la frontière, venant grossir pour une part indéterminée la population des clandestins dans les pays limitrophes.

Néanmoins, pour symbolique qu'elle soit, la politique de criminalisation et de répression des sans-papiers a un coût exorbitant, tant moral (mort lors d'une tentative d'expulsion de Samira Adamu, plus d'une condamnation de la Belgique par la Cour Européenne des Droits de l'Homme,...) que financier (plus de 41 millions € d'investissement dans les centres fermés, plus de 13 millions € de frais de fonctionnement en 2005, etc.). Sans pertinence aucune en terme de politique migratoire ou de rationalité économique mais d'un impact considérable en terme de communication politique, les centres fermés sont autant de pancartes électorales où l'on peut lire : "Dormez tranquilles bonnes gens, nous vous protégeons de l'Altérité, source de tous vos maux. Nul besoin de voter extrême-droite, nous faisons tout aussi bien et ce, de manière respectable". En définitive, au bénéfice de cette extrême-droite que la Belgique peine tant à combattre. ■

Les statistiques soulignent que seul 1% du total des demandeurs d'asile et des réfugiés dans le monde s'installe en Occident, à peine 0,05% en Europe. Le vieux continent est donc particulièrement mal placé pour rappeler le reste du monde à son devoir de solidarité, au contraire des pays paupérisés qui supportent la quasi-totalité du "fardeau migratoire" en tant que principales destinations d'immigration.

Par ailleurs, si l'immigration en provenance de l'Afrique subsaharienne est quantitativement peu significative (moins de 3% du total du flux migratoire annuel vers l'Espagne), elle n'en est pas moins fortement médiatisée. Il en est de même pour l'immigration en général, présentée dans les pays de l'Union Européenne

comme une menace pour son ordre social alors qu'elle ne pèse pas même pour 1% de sa population totale.

Comment dès lors expliquer qu'une portion si infime "de la misère du monde" effraye à ce point les responsables européens au point de devenir un élément central de leur communication politique tant à destination de leurs voisins du pourtour méditerranéen que vis-à-vis de leur propre opinion publique ?

Extrait de
De l'exploitation économique de la misère du monde à son exploitation idéologique. De la vache à lait, du bouc émissaire et du grand méchant loup, publié dans *Paroles d'exils* (Editions Biliki / Le Chant des Rues, 2007).
www.parolesdexils.be

Sans-papiers : la construction d'un danger imaginaire

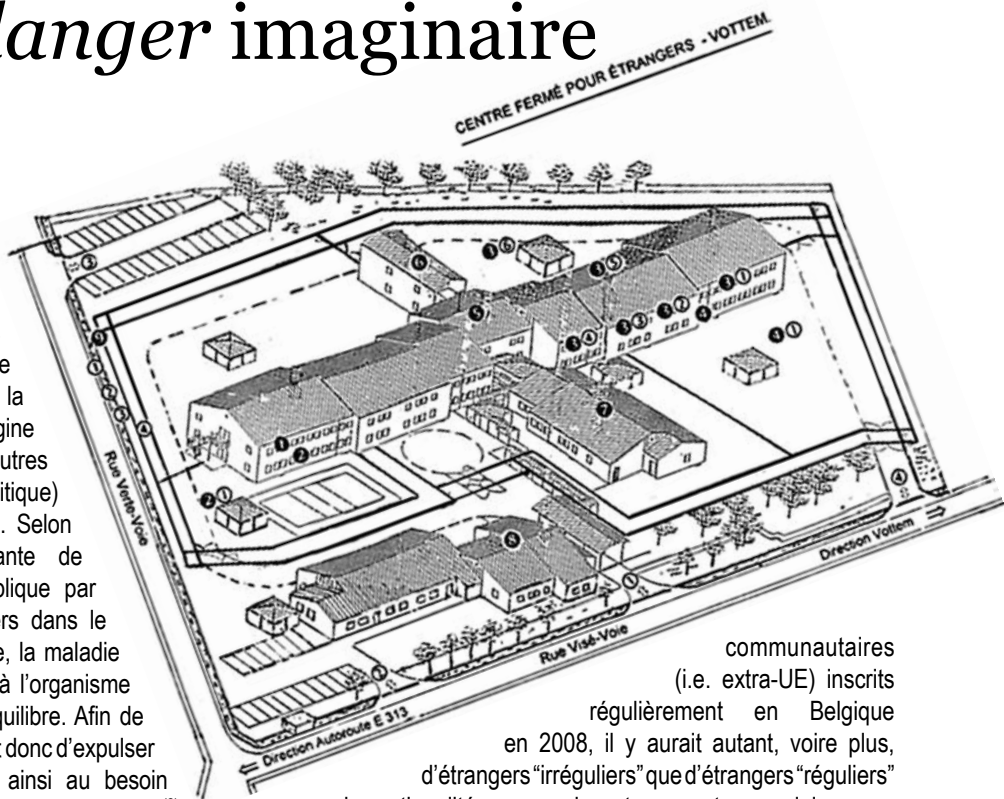
Par Souhail Chichah

"L'ordre social n'est que l'ordre des corps" nous rappelle Pierre Bourdieu⁽¹⁾. Il n'est donc pas étonnant que notre manière de concevoir la crise (un terme d'origine médicale parmi tant d'autres utilisés dans le débat politique) emprunte à la pathologie. Selon une conception dominante de la maladie, le mal s'explique par l'intrusion d'êtres étrangers dans le corps. De ce point de vue, la maladie est une entité extérieure à l'organisme qui vient perturber son équilibre. Afin de lutter contre elle, il convient donc d'expulser le corps étranger. C'est ainsi au besoin thérapeutique que Georges Canguilhem⁽²⁾ attribue l'origine "de toute théorie ontologique⁽³⁾ de la maladie" comme il en explique le succès par ce qu'elle contient de représentation du mal. En effet, "pour agir, il faut au moins localiser" et quoi de plus apaisant que de voir la maladie en l'intrusion d'un corps exogène dont le rejet suffit à la guérison.

"Voir dans tout malade un homme augmenté d'un être... c'est déjà en partie se rassurer". Il ne reste ainsi à la sorcellerie ou à la science qu'à exclure l'altérité pour ramener le plein équilibre. Ainsi semble-t-il en aller, pour nos élites politiques, de leur perception de la société. Notre économie, gravement en crise qui le nierait, se doit de réagir pour retrouver le plein emploi de ses capacités. Et de la même manière que "rejeter des vers, c'est récupérer la santé", expulser des étrangers participerait à la guérison.

Mais encore faut-il localiser et quantifier ces agents "crisogènes". Et assurément, étant donné la crise que nous connaissons, leur nombre doit être suffisamment élevé que pour constituer un agent causal entre l'expulsion de ces corps étrangers et le maintien de notre sécurité de vie, notamment dans la lutte contre le cancer social qu'est le chômage.

Ainsi les estimations du nombre d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire belge les plus souvent mobilisées dans le débat public oscillent autour de 150.000 personnes, dans une fourchette qui varie entre 100.000 et 200.000 personnes. A titre d'ordre de grandeur, si l'on considère les trois principales populations d'étrangers non



communautaires (i.e. extra-UE) inscrits régulièrement en Belgique en 2008, il y aurait autant, voire plus, d'étrangers "irréguliers" que d'étrangers "réguliers" de nationalités marocaine, turque et congolaise, ces derniers représentant dans leur ensemble un peu moins de 145.000 personnes. Toujours à titre de comparaison, l'immigration irrégulière est estimée en France entre 200.000 et 400.000 personnes. Estimation fournie par Sarkozy au Sénat français alors qu'il était encore Ministre de l'Intérieur, estimation peu suspecte donc de sous-estimer le nombre d' "irréguliers".

Se pourrait-il qu'il y ait en Belgique plus de "sans-papiers" que d'étrangers "réguliers" marocains, turcs et congolais ? Se pourrait-il que la Belgique soit attractive au point d'attirer, à population égale, trois fois plus d'émigrés "irréguliers" que la France ?

Un simple regard sur les hypothèses ayant servi de base à l'estimation de l'immigration irrégulière en Belgique révèle toutefois toute la phantasme de notre représentation de l'étranger.

En effet, le chiffre de 150.000 personnes en situation irrégulière en Belgique s'appuie sur une estimation initiale de 100.000 personnes, estimation majorée par la suite d'environ 50 000 personnes lors de l'adhésion de la Pologne à l'Union Européenne en 2004. L'estimation initiale de 100.000 "irréguliers" se basant sur une proportion d'un étranger en situation irrégulière pour 10 étrangers "réguliers". Cette proportion de un pour dix fut retenue suite à l'hypothèse proposée en 1997 par M. Poulain, démographe à l'UCL.

(1) Sociologue français (1930 - 2002)

(2) Philosophe et médecin (1904 - 1995)

(3) Etude de l'être en tant qu'être, c'est-à-dire étude des propriétés générales de tout ce qui est.



Photo : Daniel Nokin

Toutefois, M. Poulain dans le cadre d'un rapport mis en ligne par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme en avril 2008 conviendra que cette estimation "est plus que contestable". En effet, cette manière d'estimer les étrangers "irréguliers", outre les questions posées par le simple fait de vouloir les quantifier, est totalement irréaliste. Il convient de rappeler que plus des deux tiers des étrangers inscrits régulièrement en Belgique sont communautaires et jouissent du plein droit de circulation et d'installation en Belgique. Par ailleurs, au terme de la période transitoire imposée aux nouveaux états membres de l'UE, c'est à peu près les trois quarts des étrangers résidant en Belgique qui y jouiront du libre droit de circulation et d'installation.

En 2006, près d'un immigré sur deux, rapatrié du fait de sa présence irrégulière sur *notre* territoire est... communautaire en 2008. Ainsi, un peu moins de 50% des personnes rapatriées cette année-là sont polonaises, bulgares ou roumaines.

Quel est le sens d'expulser des étrangers qui pourront dès demain revenir dans *notre* pays ? Le rapatriement, en 2006, de ces 3.207 "irréguliers" communautaires ne serait-il qu'un rituel d'exorcisme ou de désenvoûtement ? Et quant aux 3.422 "irréguliers" non communautaires rapatriés cette même année, ne serait-ce là qu'un rite sacrificiel destiné à ramener l'emploi, comme d'autres rites ramèneraient la pluie, dans une société où, grosso modo, plus d'un million de personnes souffrent de non ou de mal emploi (chômeurs et travailleurs précarisés) ?

Il est, toutefois, une autre conception dominante de la pathologie, une conception dynamique qui considère la maladie comme un conflit entre des forces antagonistes internes à un même corps... Mais, conclut Canguilhem, même si les métaphores entre le corps et la société sont nombreuses, bien que rarement conscientes, la société n'est pas un organisme. Ainsi, son analyse de la régulation montre notamment que si l'organisme bénéficie d'une autorégulation extrêmement développée, il n'est d'autorégulation ou de justice sociale spontanée.

Par ailleurs, la politique de sortie de crise menée par nos gouvernements successifs depuis la quarantaine d'années (!) que dure la crise n'a rien d'une thérapeutique sociale atténuant les maux de notre société. Et si la condition des "sans-papiers" était un indicateur de la déliquescence de nos droits économiques et sociaux ?

Qui sera le prochain bouc émissaire ? ■

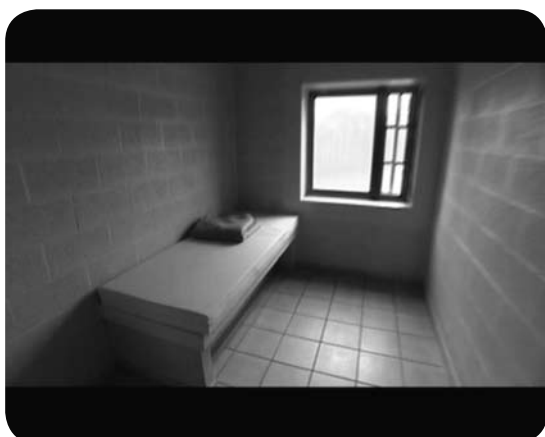


Photo : Daniel Nokin

Balade au cœur d'un tournage et rencontre de ses artisans

Après un faux départ cet été et quelques [s]pots cassés, novembre aura été le mois de la consécration "d'une équipe qui gagne"* ! Dixit Jonas Luyckx, réalisateur, qui a embarqué avec ardeur et conviction dans le projet *Parapub*. Petit papa Noël de l'audiovisuel, il a sorti de sa hotte une dizaine de collaborateurs avec qui il aime travailler. Un savoir être - 99% liégeois ! - qu'il a construit pièce par pièce et qui a donné naissance, en 2006, à Film Fabrique, asbl dont il est co-fondateur avec Julien Henry.

Le projet *Parapub* n'est pas un projet de l'asbl Film Fabrique mais il rencontre ses intérêts personnels. C'est davantage une idée générale que je trouve intéressante à aborder et qui est le problème global des médias. On ne l'aborde pas assez actuellement même s'il y a beaucoup de gens qui font des choses. Ce sont des problématiques qu'il ne faut jamais lâcher parce qu'elles vont se renouveler en permanence avec les générations. Papa depuis peu, une génération future est dans ses bras, un défi. Seule une minorité de la population est consciente de cette invasion publicitaire. C'est une motivation idéologique à plus forte raison qu'on travaille dans les médias. Il est donc important qu'on soit présents au front.

Ses espérances de diffusion des spots parapub dans les circuits habituels sont maigres. On peut essayer mais on va être confrontés à des refus qui seront sans doute parfois maquillés. Je m'y attends assez bien en tous cas dans le circuit des TV et des radios. Maintenant il y a des médias qui prennent autant d'importance que la TV avec Internet ou tous des circuits parallèles de diffusion comme "La Nuit des Publiphobes". Ce sont des lieux qui sont tout aussi importants mais qui sont en marge et qui sont en train de se construire. On fait ici un travail de fond mais ce à quoi il faut réfléchir autant maintenant que pour l'avenir, et qui n'est pas au point, c'est à un réseau de diffusion alternatif à ceux qui existent déjà.

La difficulté de diffusion dans les "circuits habituels" est un écueil qu'il a rencontré. Nos films contre l'extrême droite ne rentrent pas dans des carcans, ce ne sont pas des thrillers, ni des films fantastiques donc on a du mal à les placer et à les diffuser. De la même façon, la campagne *Parapub* est un projet émergent. Il faut continuer à les développer et en parallèle développer des circuits de diffusion sans quoi ces projets n'ont pas de vie ou des vies tellement réduites que finalement on se demande parfois pourquoi on le fait.

Par ailleurs, remarque Jonas, même si Internet offre une grande visibilité aux productions, l'anonymat du média Internet est un obstacle à ce qui fait sens entre humains. Le lien, le fait de se côtoyer, d'entretenir des relations réelles et non virtuelles, de serrer des mains. Ce sont des choses auxquelles on réfléchit. On met en place tout doucement une sorte de réseau belge des petits cinémas de quartier, des cinéclubs dans l'idée d'en faire

un jour un réseau européen comme existent des réseaux comme Europa Cinéma qui est alternatif mais qui nous est totalement inaccessible. Donc il faut travailler à plus petite échelle et avec un maximum de partenaires.



"Cerveaux à vendre"

Charline Dumestre et Nicolas Louis

- jouent les adolescents dans *Cerveaux à vendre*. Elle est étudiante en ingénierie industrielle et rêve, du haut de ses 19 ans, de devenir "inventeur". Lui, 20 ans, est élève en première année d'interprétation dramatique à l'INSAS.

Comment percevez-vous la publicité ?

Nicolas Fondamentalement on a besoin de la pub, que ce soit en tant que comédien et au-delà en tant qu'artiste. Je pense qu'il y a très peu de gens qui pourraient se passer de la pub. Les publicitaires sont les mécènes du 21ème siècle et même du 20ème. En ce sens que je connais très peu de comédiens, de graphistes ou de peintres qui arrivent à vivre de production qui ne sont pas destinées à la publicité. Au-delà de ça comme partout il y a des moments où ça dérape et ça dégénère. Le festival de "La nuit des publivores" est la preuve qu'il n'y a pas que de la mauvaise publicité. J'ai récemment acheté un magazine sur le graphisme et l'illustration, un numéro spécial pub, et c'est fou, c'était beau, c'était intéressant, inventif et réfléchi. En ça c'est carrément de l'art. Maintenant des pubs pour des poudres à lessiver c'est clair que c'est l'exemple même de la pub qui ne fait pas preuve d'imagination et qui n'innove en rien.



"Cerveaux à vendre"

* **L'équipe qui gagne (équipe de tournage *Parapub*)** : scénaristes Kami Drieskens, Gaëtan St-Rémy, Valérie Vernimmen, Etienne Demadre, Marie Grisard, Ben Vandoorne • comédiens Anne Beaupain, Stefan Sattler, Nicolas Louis, Charline Dumestre, Sébastien Bonnamy, Jan Debski, Bénédicte Philippon, Nathalie Lecocq • réalisateur Jonas Luyckx • chargée de production Katy Dekeyser • chef opérateur Michaël Inzillo • assistant caméra Federico D'Ambrosio • effets spéciaux Nicolas Bueno • ingénieur du son Paul Delvoie • perchman Omar Perez • électro-machino Jean-Marie Walkenar, Arnaud Hockers • script Gioia Braga • chef déco Valérie Dodeigne • costumière Kelig Pinson • maquilleuse Sophie Deghilage • régie Sandra Démal • chauffeur Milaïm Gorgaj • stagiaire Manin Tricot •

Petit clin d'oeil complice à Corentin Adolphy et Gaëtan Saint-Rémy, créateurs de Sepstigo Films, une boîte de production audiovisuelle. En échange de quelques Kopeks, ils ont permis aux tournages de se faire avec du matériel "conforme" au format publicitaire. Pour la petite histoire, ils ont tous deux participé au concours en envoyant leur scénario. Seul celui de Gaëtan - Cerveaux à vendre - a été sélectionné par le jury. Comme un bonheur n'arrive jamais seul, de participants au concours ils sont devenus "mécènes" du projet.

On est dans une réflexion éthique là. Est-ce qu'un comédien, puisque tu te destines à cette carrière, doit faire des choix éthiques par rapport à ce qu'il décide de jouer ou pas ?

Nicolas (...) Je ne pense pas qu'un comédien puisse se passer de faire une pub pour une voiture ou une poudre à lessiver de la même façon que les artistes de la Renaissance n'auraient pas pu se passer des nobles et des bourgeois pour qui ils ont peint des portraits absolument classiques et pas beaux mais ils l'ont fait quand même parce qu'on a besoin d'argent, on a besoin de vivre et c'est notre boulot. Il faut pouvoir faire la part des choses et mettre son avis de côté pour pouvoir vivre et manger. Ce n'est pas renoncer à ses idéaux dans le sens où on sait qu'on fait de la merde et on le dit mais on doit le faire tout en disant que c'est de la merde. Là, éthiquement c'est juste et de bonne foi.

Charline ben oui c'est totalement ça. D'un côté il y a les idéaux et de l'autre, le côté terre à terre. Quand tu regardes l'ascension de certains acteurs qui à leurs débuts jouent dans des séries pourries, c'était un espoir pour eux d'arriver quelque part.

Nicolas C'est pas avec le théâtre qu'on vit, c'est pas avec le théâtre qu'on mange. Faut savoir qu'aujourd'hui en Belgique un théâtre, plus il produit des pièces plus il perd de l'argent. Un comédien ne vit pas du théâtre, il vit de la pub. Actuellement, c'est un fait. Parce que le théâtre vit de subsides et même une salle remplie au National ou au Varia ne permet pas de rentrer dans les frais. C'est le paradoxe de l'époque. Personne ne va payer 40 euros pour aller au théâtre. Déjà personnellement payer 5 euros ma place c'est pas facile. La pub c'est le seul moyen qu'on offre aux comédiens pour manger. Alors moi je suis d'accord de tourner dans une super production intelligente, réfléchie avec un message qui correspond à mes convictions, je saute à pieds joints et j'y vais. Mais ça n'arrive pas.

Charline on n'aurait pas besoin de la pub si on n'avait pas besoin de vendre. Mais c'est comme cela que les choses fonctionnent actuellement et ça ne va pas changer rapidement. Le système est basé sur faire de l'argent et vendre plus. La pub c'est ça. Créer de la consommation, de l'achat. Si on veut changer quelque chose il faut s'en prendre à autre chose que la pub qui est un aspect extérieur du système. Je ne crois pas qu'on soit assez forts. (...)

Stéphane Sattler, Comédien

- Il joue le père dans *Cerveaux à vendre*.

Il y a 15 ans, après des études en communication, il a travaillé dans la pub pendant plusieurs années. Aujourd'hui, il prête sa voix pour le cinéma d'animation et pour... des pubs. J'ai eu une réflexion sur moi-même : est-ce que je peux faire des pubs à la radio et en même temps participer à un projet



"L'avaleur de pub"

"parapublicitaire". Ce n'est pas contradictoire. Ce n'est pas parce que je prête ma voix que je suis consommateur du produit, ni d'ailleurs que le produit est meilleur qu'un autre. Ici dans le spot c'est plus le consommateur que je suis qui se prête au jeu. Je ne suis pas contre la pub parce que ça me fait vivre aussi, mais faire miroiter des choses qui n'existent pas c'est pas de la bonne pub (...)

A la recherche d'une éthique dans le choix de ses rôles, l'équilibre est précaire sur la crête du partage des eaux. Y aurait-il un versant honorable et l'autre médiocre ? J'ai refusé là un casting pour une marque que je ne vais pas citer. D'abord parce que financièrement je trouvais que c'était une arnaque et que finalement y en avait marre d'être pris comme objet pour représenter un monsieur X qui soit disant est consommateur de ce type de produit. C'est une éthique personnelle. On est jamais choisi que parce qu'on représente un stéréotype de consommateur ou de non consommateur. Par ailleurs, il regrette qu'il faille encore en passer par ce type de messages aujourd'hui. Pour moi c'est un message d'intérêt général qui doit être vu sur les chaînes publiques et privées. En tout cas publiques certainement. Ce n'est pas un message contre la pub en tant que telle mais c'est un message qui fait réfléchir parce que c'est une approche ludique, qui utilise les clichés de la pub (...). Aujourd'hui on a suffisamment de médias de masse mais est-ce que ce message-là, ce spot parapublicitaire, va percuter dans un flot de messages pour des bagnoles, pour des produits "machin-bazar" ?

Anne Beaupain, Comédienne

- elle joue la mère dans *Cerveaux à vendre*

Régulièrement à l'affiche (Balsamine, Théâtre Océan Nord, Le Public). Elle a créé à l'Espace Senghor la Compagnie Acte 2, Scène 1 qui lui permet d'enseigner le théâtre. C'est une des choses dans laquelle je m'épanouis le plus parce que le théâtre est un outil génial pour faire avancer les gens. On monte un spectacle par an. Y participent des amateurs passionnés qui ont un boulot normal. C'est une porte de sortie pour eux. Ce qu'ils me renvoient c'est que le théâtre est un endroit où on est en groupe. C'est un collectif où on respecte l'autre, où on joue avec l'autre, en fonction de l'autre. Ce sont des valeurs importantes. Parfois quand on fait des spectacles on se dit pour qui joue-t-on ici ? Là je ne me pose pas cette question je sais où je suis.

Et les sirènes de la pub dans ce parcours de comédienne ? J'ai passé pas mal de castings pour la pub et finalement je ne suis jamais choisie. Mais ça me rassure. Surtout en tant que femme parce que c'est très typé aussi la pub. Ou bien t'as vraiment une tronche ou bien tu es super jolie. Comme je suis un peu entre les deux je ne sais pas si c'est pour cela que je ne suis jamais choisie ? Mais il y a des choses pour lesquelles ça me gênerait de me prêter pour défendre certains produits. Mais c'est vrai que lorsque je me rends à un casting je fais attention à quel produit ça se rapporte. C'est pervers parce que la pub paye très bien et comme on est souvent dans des situations précaires c'est tentant parce qu'on se dit "si je ne le fais pas un autre le fera." Donc il faut vraiment se "coacher" soi-même pour ne pas tomber dans le système et c'est pas évident.

Même si elle trouve que la télé publique devrait être porteuse de ce genre de projet, elle doute de leur diffusion. Je ne sais pas s'ils pourront être diffusés là où c'est la pub qui permet à des services de vivre... Je suis curieuse de savoir ça.

Kami Drieskens

- Lauréat du concours pour *L'avaleur de pub*.

C'est dans le cadre d'un cycle de formation en réalisation audiovisuelle à l'EFP (Espace Formation PME), que Kami a participé au concours. Pendant une pause en classe, notre professeur de scénarios, Pierre Delattre, lisait votre journal (Causes toujours, NDLR) et il est tombé sur l'annonce du concours "Parapub". On en a discuté après au cours et on a tout de suite été intéressés. Etant donné qu'on se dirige vers une carrière audiovisuelle c'était pour nous une possibilité de voir les choses de près, d'apprendre en faisant.

Si la démarche du GSARA l'a d'emblée séduit c'est parce qu'elle permettait d'utiliser les armes de la publicité pour faire passer un message contraire voire démonter ses propres messages. Mon scénario raconte que quoique nous fassions, nous sommes des sujets exposés à tout ce qui est publicitaire. Donc même si on ne veut pas nécessairement en ingurgiter on la subit d'office. Je pose la question : à un moment, à force de l'avaler volontairement ou involontairement est-ce que cette pub nous asphyxie ? Une question à laquelle "L'avaleur de pub", appellation éponyme de l'unique personnage de son scénario, ne répond pas. S'il étouffe, en meurt-il ? Chacun décide de l'issue. Est-ce que l'avaleur s'étouffe à force d'avaler de la pub ou est-ce qu'il finit par comprendre que c'est pas forcément le bon choix à faire ? Invitation à réfléchir et à repenser nos modèles consuméristes, Kami s'avoue utopiste mais il veut croire qu'une diffusion massive de ce spot pourrait avoir un impact sur les spectateurs. Ne serait-ce que souligner ce phénomène-là, que les gens se sentent concernés par le fait qu'il y a de la pub partout quoiqu'on fasse et que c'est aussi les gens qui peuvent agir

Voilà VAP !



"Futur consommateur"

vu que la pub cible les gens. Perche tendue, perche saisie : pratiquement que pourraient faire "les gens" ? Précisément je ne sais pas. Ça dépend des moyens de chaque personne. Des actions comme "Parapub", mettre un autocollant sur sa boîte aux lettres pour refuser les pubs toutes boîtes, etc. Ce genre de petits gestes qui à grande échelle deviennent des grands gestes.

Sébastien Bonnamy, Comédien
- il joue dans *L'avaleur de pub*

Diplômé du Conservatoire de Mons, Sébastien Bonnamy est davantage lié aux planches qu'au cinéma. Cependant, la caméra le fascine et une rencontre avec Jonas Luyckx, sur le tournage d'un court métrage réalisé dans le cadre du projet "Froid", contre le racisme et l'extrême droite, lui permet d'entrer dans l'écran. Quand Jonas revient vers lui avec le projet "Parapub", il accepte de suite. C'est en rapport avec la société de consommation et tout ce qu'on nous bassine quotidiennement. C'est pour cela que j'ai accepté directement. La manière dont est amené le spot "L'avaleur de pub" est vraiment intéressante : c'est un gros clash pour tous les consommateurs qui regarderont ça comme un miroir, une identification directe à ce qu'on veut leur montrer. Le message est clair. Le jeune comédien se dit fort attaché à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'immigration sous contrôle. Je défends des valeurs que certaines personnes ou politiques dénigrent. L'écran comme le théâtre, tout ce qui est art de la scène est un moyen direct de faire parvenir aux gens la véritable valeur des choses (...). Au théâtre, on entre dans un rôle de composition, de jeu. Si c'est un projet à tendance sociale, il implique directement l'acteur. C'est d'autant plus riche s'il est investi de la même manière que le scénario lui propose. Selon lui une diffusion massive de ces spots serait salvatrice plutôt que de diffuser des publicités dans la rue, à la télévision ou à la radio, qu'on diffuse des spots qui puissent servir à quelque chose, à la société en elle-même. Il conclut Que les grosses productions voient les spots et les achètent comme ça on sait que l'argent n'ira pas n'importe où et qu'il servira à quelque chose.

Propos recueillis par Stéphanie D'Haenens
Responsable Grandes campagnes



Photo : Benoît Goossens

La plate-forme associative Vigilance Action Pub est sur les rails !

Le jeudi 2 octobre dernier, la toute jeune plate-forme *Vigilance Action Pub* tenait sa première assemblée générale, au-dessus d'une salle de café de la capitale. La soirée rassemblait membres fondateurs et nouveaux adhérents pour faire connaissance et pour présenter les grandes lignes de la charte, le fonctionnement mais aussi les projets concrets d'action de VAP!, initiée il y a un peu plus d'un an par l'asbl Respire, Consoloisirs.be et les Equipes Populaires.

A l'origine de cette plate-forme, la polémique autour du contrat de gestion 2007-2011 de la RTBF : celui-ci autorise une augmentation du volume des recettes publicitaires ainsi que de nouvelles pratiques publicitaires, plus insidieuses et moins identifiables que les spots classiques. Beaucoup d'associations avaient émis des critiques, peu avaient été entendues. De là est venue l'idée de se rassembler en une force associative et citoyenne susceptible d'alimenter un véritable débat public sur la place et le rôle de la publicité, en particulier dans l'espace public. Très vite, d'autres associations ont rejoint le noyau.

C'est que le débat sur la publicité touche à des enjeux cruciaux. Au-delà du ras-le-bol qu'éprouvent de plus en plus de gens vis-à-vis du trop plein de pubs, nous prenons conscience de l'impact de la pub sur la vie économique, sociale, culturelle; sur la santé et sur l'environnement, sur la politique et sur des questions d'éthique. On trouve encore peu d'outils, peu de messages largement diffusés qui analysent et dénoncent ses effets néfastes, tout comme le cynisme avec lequel elle participe à la désinformation, au formatage des cerveaux. Et on trouve peu d'information sur les investissements colossaux que la pub représente.

Entre la première initiative VAP!, un an s'est écoulé. Il a une charte, s'entend sur que l'espace public ?, se objectifs, cibler des actions, d'ouvrir plus largement, aux aux individus.

C'est désormais chose étions 24 personnes, venus désireux de briser le tabou bien la publicité. Il y avait autour de la table, outre les huit associations actuellement membres du 'groupe porteur' de la plate-forme*, des personnes venant de différents secteurs et chacune porteuse de sensibilités particulières : droit à l'information, justice sociale, respect de l'environnement, respect des personnes, éducation des jeunes et des adultes, qualité du lien social et de la vie dans les quartiers... Plus globalement, l'idée qu'il faut désormais remettre en cause le dogme d'une société de consommation sans limites, sans objectifs et sans âme était largement partagée.

Aujourd'hui, des groupes de travail se constituent autour de thèmes ciblés : le premier s'occupe de la recherche des conditions pour obtenir une télévision publique sans publicité; un 2e groupe planche sur la question de la pub dans l'espace public urbain et demande un moratoire et un inventaire (car il y a probablement bien plus de panneaux publicitaires que ne l'autorise la loi); un 3e groupe est centré sur l'éducation à la pub (créer des outils) et les valeurs (autres que celle qui dit "consomme et tu seras quelqu'un"). Enfin un 4e groupe de travail s'intéresse à la fiscalité : à l'heure actuelle, les entreprises peuvent déduire l'intégralité des frais de promotion de leurs impôts. Taxer partiellement la publicité permettrait peut-être de dégager des marges de manœuvre pour libérer l'espace public de l'intrusion publicitaire.

Christine Steinbach
chargée de mission d'études aux Equipes Populaires

www.vigilanceactionpub.org

* Ces 8 associations sont : Consoloisirs.be, Culture et développement, Equipes Populaires, Inter-Environnement Wallonie, Inter-Environnement Bruxelles, GSARA, Respire asbl, Le CJEF (Conseil de la jeunesse d'expression francophone).
Ont également adhéré : le MOC, Grappe, le Réseau Idée, le Réseau de consommateurs Responsables, RAP (Résistance à l'agression publicitaire) ainsi qu'une trentaine de personnes à titre personnel.



et la création officielle de été mis à profit pour élaborer des définitions (qu'est-ce mettre d'accord sur des se partager le travail, avant associations mais aussi

faite. A l'assemblée, nous d'horizons divers mais qui protège encore trop

Partenaires et Services



Les 11 et 12 décembre prochains se tiendra le Congrès statutaire de la Centrale Générale FGTB. Un large événement pour lequel le GSARA a pu prêter main forte en mettant ses compétences au service du syndicat socialiste.

Collaboration déclinée en trois axes :

- La préparation de vidéogrammes (3') pour introduire les différentes thématiques (*C'est quoi un congrès ?*, *La concertation sociale*, *Le travail international et européen*, *focus sur la Palestine*, *L'emploi de qualité*, *Le bien-être et l'environnement au travail* et *Le fonctionnement de la Centrale Générale*). Le GSARA a assuré tout le suivi de la production, du tournage de ces capsules jusqu'au mixage, en passant par l'infographie. A noter également que ces vidéogrammes ont été prévus en deux langues, français et néerlandais.
- Pendant le Congrès, une équipe de tournage sera sur place pour réaliser des reportages avec interviews sur différentes thématiques. La postproduction sera aussi assurée par l'équipe du GSARA. Ces reportages seront diffusés le jour même sous forme d'un petit journal parlé.
- Enfin, un film d'une dizaine de minutes sera produit dans le cadre du centième anniversaire de la Centrale Générale. Retraçant l'histoire du syndicat, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, ce film montrera l'évolution de cette institution qui représente aujourd'hui près de 365.000 travailleurs.

En s'investissant dans un projet d'une telle envergure, le GSARA allie l'honneur de mettre ses compétences au service d'un événement important et la joie de se positionner comme un collaborateur fiable et compétent auprès de ses partenaires.

Katy Dekeyser
Responsable Service production

Projets en cours

- Compilation de courtes productions réalisées en Afrique pour le Cirtel : *La parole est au sud*. Diffusion prévue sur TV5 Monde.
- Tournage autour de la fermeture de la prison de Tongres, actuellement transformée en musée. Cet outil pédagogique va retrouver sa fonction initiale de Centre de Détention. Le service de production apporte son soutien à la régionale du GSARA Charleroi.
- Montage du film *Daphné, éloge du lointain* de Guy Bordin et Renaud de Putter.
- Montage image, montage son et mixage pour *Anonymes* de Eric Smeesters.
- Reportage radio pour la Fédération des Centres de Planning Familial : deux rencontres professionnelles seront enregistrées pour la réalisation d'un CD.
- *Désunion irréversible* - Marie-Anne Thunissen.
Outil pédagogique sur la nouvelle Loi sur le divorce (d'application depuis le 1er septembre 2007).
- *Happy End* - Szymon Zaleski (documentaire - 52')
"Quand on n'a pas une âme forte, il faut avoir de bonnes jambes", disaient les anciens Grecs. Ce film raconte un voyage qui a commencé à Bruxelles, en passant par Paris et la forêt amazonienne; véritable périple dans un labyrinthe médical.
- *Passeurs d'histoires*
30 émissions radiophoniques de 15 minutes chacune.
A chaque émission, trois personnes, trois histoires qui, au fil du temps, dessinent les liens parfois ténus qui nous raccrochent au monde. Trois histoires qui donnent à d'autres, à leur tour, l'envie de raconter.

Contact et informations :

(production et postproduction audiovisuelles, location de matériel)

katy.dekeyser@gsara.be - 02/218 58 85

Undela la mijloc*

**Quelque part au milieu*

Chloé Salembier (DV CAM - 40'23" - format 4/3 - VO ST FR/VO ST ANG • 2008)



La Roumanie, Chloé Salembier la connaît bien. Elle l'a parcourue dans le cadre de son master en anthropologie. Mais si elle y est retournée, c'est avec l'envie de partager son regard sur ce pays qui s'est ouvert tardivement à l'Occident et qui, aujourd'hui, connaît le choc de la modernisation. Multipliant les allers retours en voiture entre les villages vivant encore des travaux manuels traditionnels et la ville vivant au rythme de la modernité, elle a rencontré et interviewé de nombreux auto-stoppeurs, voyageurs parmi d'autres dans ces régions d'Europe de l'Est. Son chauffeur et guide, Cyprian, jeune roumain d'origine, a vécu en Belgique. A travers son regard, la cinéaste nous emmène dans un périple de la modernité à la tradition, laissant transparaître les quotidiens des uns, les rêves et les envies des autres, avec en toile de fond, toujours cette relation entre l'Occident et la Roumanie.

J'ai parcouru les routes de la Roumanie pendant deux mois avec une caméra, nous raconte la réalisatrice. De retour en Belgique, j'ai commencé à monter ce film, mais il s'est avéré très vite que le recul d'un monteur serait un véritable atout. Chloé Salembier s'est alors adressée à l'Atelier de production du GSARA. Le montage a ainsi recommencé avec Philippe Boucq aux commandes. Toujours dans cet esprit de dialogue, le monteur du GSARA a ainsi pu offrir à la jeune cinéaste son expérience et son regard. *Nous avons essentiellement modifié le rythme, en mettant en exergue certains intervenants et en laissant le temps aux images de se raconter.*

Du lever du jour au coucher du soleil, de la Belgique à ce petit village de Roumanie, conduit par Cyprian, le spectateur découvre au fur et à mesure du trajet ces personnages. Chaque interview apporta sa couche à la complexe relation de ce pays à ce qui se passe à l'extérieur de ses frontières. La caméra toujours postée à la place du passager, la "place du mort", n'en est pas moins bien vivante. Elle se fait elle-même anthropologue en questionnant sans jugement, sans a priori, cherchant à tout moment le "pourquoi". Avec cette position obligée, elle offre un point de vue affirmé et déclaré. Elle ne révèle que quelques brides de l'extérieur (l'ombre de cette voiture qui roule sans s'arrêter, la nature luxuriante de ces bords de route à travers la fenêtre) pour mieux offrir de l'espace. Un espace qui nous permettra de nous forger notre propre regard et d'imaginer une alternative quelque part entre l'Occident, moderne et speedé, et ces villages partagés entre le travail traditionnel et la désertion de ses fils et filles désespérant, attirés par l'ailleurs.

Virginie Breuls

Projets en cours

- *Safar, le voyage* - Talheh Daryanavard
- *Avant de partir* - Annick Ghijzelings
- *Ça rime et ça rame comme tartine et boterham* - Isabelle Dierckx
- *Les guerriers de l'Ombre* - Bart Vermeer
- *Tenian la certeza* - Mathieu Van Winckel

Le dépôt des dossiers pour le prochain Comité de sélection de films, soutenus par l'Atelier de Production, est prévu pour le **15 décembre**. Le comité se réunira le 15 janvier 2009.

Contact et informations : Massimo Iannetta
atelier.production@gsara.be - 02/250.13.18

La VoD, le support se dématérialise

Début octobre, le Festival International du Film Francophone de Namur proposait parmi ses rencontres un colloque "Nouvelles Technologies" dédié à la Video on Demand (VoD). Ce média commence à faire parler de lui chez nous tant parce qu'il connaît une explosion dans certains pays européens, comme la France ou la Grande-Bretagne, que, petit à petit, des opérateurs belges investissent dans ce nouveau média.

Actuellement, il y a plus de 300 opérateurs en Europe contre 10 opérateurs en 2003 (soit un an après son apparition sur le marché). En Belgique, l'opérateur Belgacom TV est le plus avancé. D'autres sociétés ont montré des volontés d'investir dans cette nouvelle forme de consommation de médias (VOO, Carrefour), mais elles n'en sont encore qu'aux prémises de leur développement.

Qu'est-ce que la VoD ?

La Video on Demand (ou vidéo à la demande (VaD) en France), c'est "un large ensemble de technologies dont le but commun est de permettre de choisir un contenu vidéo et de le louer, ou de l'acheter à distance sous forme dématérialisée, afin de le visionner immédiatement ou de manière différée sur plusieurs types de supports (ordinateur, téléviseur, téléphone, lecteur portable...) dans un délai limité ou illimité" (Etude NPA, 2007). En d'autres termes, c'est pouvoir visionner des programmes TV en dehors de la grille horaire initiale, ce que l'on appelle le "catch up TV", ou pouvoir regarder des films commandés directement chez soi dans une période limitée quand il s'agit d'une location, ou illimitée lorsque le film est acheté.

Pour Lorenzo Ceccarini, de Belgacom TV, il faut véritablement considérer ce nouveau support "non pas comme une évolution mais comme une révolution". La VoD doit être consommée différemment. "En proposant ce type de produit, nous devons l'accompagner d'une éditorialisation. Il n'est pas question de lancer juste une liste de films dans laquelle le public va se servir au risque de voir toujours les mêmes titres à succès être au dessus du lot. Nous devons proposer des classements par thématique, par genre, etc., véritablement accompagner l'utilisateur dans ses choix."

Actuellement, les réglementations font clairement défaut, d'autant que le cadre législatif qui devrait encadrer l'exploitation de la VoD doit tenir des différentes législations nationales, de la question de la territorialité et des divers droits d'exploitation, etc. Si la Belgique suit l'exemple de ses voisins européens, de nombreuses questions liées à ce nouveau support seront encore à soulever. La dématérialisation d'un support peut être une chance pour tous les producteurs indépendants de faire connaître leurs productions, mais aussi, elle est un risque de voir tous ces films noyés dans la masse de produits proposés via ce média.

Virginie Breuls

Filmer à tout Prix 2008

diffusion des films primés

- *Luc Ferrari, face à sa tautologie*
Guy-Marc Hinant & Dominique Lohlé **Grand Prix de la Compétition belge (3500 €)**
- *Scènes de chasse au sanglier*
Claudio Piazienza **Prix des Auteurs de la SCAM Belgique (2500 €)**
- *Bingai*
Yan Feng **Grand prix de la Compétition internationale**
Prix de l'Interculturalité (2500 €)
- *Portrait de ma famille*
Kim Young-jo **Mention spéciale**
- *Stolen art*
Simon Backès **Prix des Ateliers d'accueil WIP - CBA**
Aide en matériel d'une valeur de 10.000 €
Attribué à un cinéaste belge
- *L'amendement*
Kevin Papatie **Prix de l'Image - SONY**
Une caméra SONY d'une valeur de 3500 €

4, 7, 19, 21 décembre - 20h

Centre culturel Jacques Franck

Chaussée de Waterloo 94

1060 Bruxelles

ccjf@brutale.be

02/ 538.90.20

Arrêts sur images 2009

- La prochaine édition se déroulera du **18 au 21 mars** à Charleroi.
- Des films de l'édition 2008 seront programmés dès le mois de janvier au Centre culturel de Schaerbeek tout au long de l'année (chaque dernier vendredi du mois) dans le cadre de "Cinés-Canapés" (voir www.culture1030.be).
- La commune d'Evere proposera également 3 films de l'édition 2008.

Infos : Roland Schulte - roland.sculte@gsara.be - www.fasi.be

Voir et dire

A l'occasion de la 13^e édition de *Filmer à tout prix*, la commune de Saint-Josse-Ten-Noode et le GSARA (co-organisateur du festival) ont voulu ouvrir les portes du Centre culturel Le Botanique, où se déroulait ce festival situé dans ladite commune, en proposant des projections, suivies de débats, à un public issu du monde associatif local.



Festival bisannuel de la Communauté française de Belgique de films d'auteurs et de documentaires, reconnu pour la qualité de sa programmation tant au niveau national qu'europpéen, cette manifestation reste surtout fréquentée par des professionnels du cinéma, des étudiants d'écoles de cinéma et autres cinéphiles avertis plutôt que par "Mr ou Mme Tout le monde" ou encore par des habitants du quartier. La première motivation de cette initiative était donc d'ouvrir le festival ainsi que son lieu à la population locale.

A l'heure où la consommation de biens culturels est de plus en plus formatée, la rencontre avec le documentaire pouvait permettre d'éveiller ou de réveiller les esprits. "Voir et dire", activité ponctuelle réalisée pendant le festival, permettait de faire découvrir, débattre, échanger et confronter des idées autour des thématiques abordées par les films : *Esther for ever*, *Comme tout autre humain*, *Nord-Sud.com*.

Les discussions après les projections ont été encadrées par des animateurs d'associations partenaires et par la régionale du GSARA Bruxelles.

Un cinquantaine de personnes s'y étaient inscrites : des membres de l'asbl *La Maison de la Famille* et du *Foyer Liederkerke-Poste* (voir http://www.stjosse.irisnet.be/fr/action-social-sante/action_sociale.htm) ainsi que du réseau SIMA (association d'éducation permanente et de cohésion sociale; voir <http://users.skynet.be/sima.asbl>).

A l'heure de mettre sous presse cette édition, le festival est clôturé. Nous vous ferons part des réflexions et impressions qu'aura suscité cette activité auprès du public dans une prochaine édition.

Régine Langsner
GSARA Bruxelles